



Global Compact
Réseau France

ODD et entreprises françaises, en action !

ENQUÊTE AUPRÈS DES MEMBRES DU GLOBAL COMPACT FRANCE





Sommaire

De quoi parle-t-on ?

Éditos

Les ODD, nouveau cadre universel de la RSE

L'engagement de la France

Les enjeux pour les entreprises

2

8

Que retenir de l'enquête ?

Résumé

Qui sont les entreprises ?

Des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs

Une surprenante connaissance des ODD

Les ODD, source d'innovation RSE et de dialogue sociétal

Les raisons de leur engagement

9

Que font-elles ?

13

Résultats et analyse :

Une appropriation progressive des ODD

Une cohérence dans les actions

Communiquer autour des ODD

Sur le terrain :

Les ODD au cœur de la stratégie business

Les ODD comme socle de la gouvernance

Assurer sa pérennité économique et transformer son business model

Renouveler sa stratégie RSE grâce aux ODD

Les ODD, source d'innovation

Partenariat pour la réalisation des ODD

Mesurer sa contribution aux ODD

30

Quels besoins pour aller plus loin ?

Besoins d'outils et d'accompagnement

Conseils pratiques pour avancer

Un écosystème dynamique autour des ODD

Et après ?

34

Suite des événements et perspectives



Global Compact
Réseau France



Les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans l'atteinte de l'Agenda 2030. Notre mission est de les soutenir.

Depuis 3 ans, nous conduisons un Tour de France, nous organisons des ateliers et réalisons des outils en partenariat avec des organisations engagées dans la même vision. Pour mener au mieux notre mission, notamment au regard de l'actualité de la feuille de route ODD, il est fondamental de connaître les pratiques des entreprises sur les ODD. Quels sont leurs besoins et attentes au regard de l'Agenda 2030 ? Les réponses à ces questions nous permettront de cibler au mieux nos actions. C'est pourquoi nous avons interrogé les membres du Global Compact France. Nous sommes heureux que PwC France ait accepté de mettre à disposition son expertise pour conduire cette enquête à nos côtés. Nous les en remercions. Les entreprises ont un rôle à jouer dans l'atteinte de l'Agenda 2030, et nous avons la conviction qu'elles ont aussi à y gagner. Nous serons à leurs côtés pour avancer.

Fella Imalhayene,
Déléguée générale du Global Compact France



PwC, membre du Global Compact France, est particulièrement fier d'avoir participé à ces travaux.

Convaincus de l'importance des ODD, nous nous impliquons depuis leur création auprès des Nations Unies, mais aussi de l'Etat, en participant activement au Comité de Haut Niveau pour la mise en œuvre des ODD. Nous avons la volonté de contribuer à rendre concret leur intégration dans la stratégie des entreprises et des investisseurs. Depuis 2017, nous conduisons une étude annuelle sur la prise en compte des ODD par les entreprises et les résultats sont en totale cohérence avec ceux présentés ici : 72% des entreprises communiquent publiquement sur les ODD et 27% les prennent en compte dans leur stratégie. L'intérêt est fort mais l'intégration dans le cœur de métier se fera progressivement. Nous avons la conviction de vivre une accélération de la prise en compte du développement durable comme nous ne l'avions jamais perçu sur les 25 dernières années de notre activité de conseil en RSE. Selon nous, la question essentielle qui va se poser touchera à la place de l'Homme dans l'économie et l'entreprise de demain aura à rendre des comptes sur une performance globale dépassant la seule performance financière. Les ODD en seront le cadre d'analyse.

Emilie Bobin,
Associée du département Développement Durable de PwC

Les ODD, nouveau cadre universel de la RSE ^{[1] [2]}

Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été adoptés en septembre 2015 par les 193 États membres des Nations Unies. Ils forment le cœur de l'Agenda 2030 et ambitionnent de transformer nos sociétés en éradiquant la pauvreté et en assurant une transition juste vers un développement durable. Les ODD sont un cadre pour agir, un outil de sensibilisation, une source d'opportunités économiques et un levier de collaboration multi-acteurs.

Le champ et l'ambition des ODD sont considérablement renforcés par rapport aux Objectifs du Millénaire de Développement (2000-2015). L'Agenda 2030 reconnaît en effet les liens intrinsèques entre les différentes thématiques. Les trois dimensions du développement durable y sont intégrées de manière transversale, couvrant les enjeux des Populations, de la Planète, la Prospérité, la Paix, et nécessitant la mise en œuvre de Partenariats (5P).

Universels, inclusifs et interconnectés, ces objectifs instaurent un langage commun et appellent à l'action de tous. L'atteinte des ODD dépend en effet de la mobilisation des acteurs, institutionnels comme ceux de la société civile. Les entreprises ont un rôle clé à jouer dans la réussite de l'Agenda 2030, et celle-ci leur offrira un environnement plus stable où se développer. Tant du point de vue des opportunités que de la maîtrise des risques, il est donc dans leur intérêt stratégique d'y contribuer.

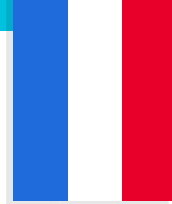
5P

Populations
Planète
Prospérité
Paix
Partenariats

[1] "Les Objectifs de Développement Durable"
- Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, Agenda 2030, [ecologique-solidaire.gouv.fr/ODD](https://ecologie.gouv.fr/ODD)

[2] "Les 17 Objectifs de Développement Durable: l'Agenda International à Horizon 2030", globalcompact-france.org





L'engagement de la France

La France s'engage au Forum Politique de Haut Niveau 2018 ^[1]

Tous les pays doivent mettre en œuvre l'intégralité de l'Agenda 2030, avec le même degré d'ambition, tout en tenant compte de la variété des situations. Ils sont invités à rendre compte annuellement de leurs progrès devant le Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies. Cette plateforme, créée lors de la conférence Rio+20, réunit chaque année les ministres et tous les quatre ans les chefs d'Etats et de gouvernements pour assurer le suivi des progrès réalisés.

◀ ^[1] "Les Objectifs de Développement Durable" - Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, Agenda 2030, ecologie-solidaire.gouv.fr/ODD

Une feuille de route sur la mise en œuvre par la France ^[1]

La France a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030 tant sur le plan national qu'international par la mise en place d'une feuille de route. Il s'agit d'assurer la cohérence des politiques en faveur du développement durable et de renforcer la synergie avec l'Accord de Paris. La feuille de route est pilotée par le Commissariat général au Développement Durable (CGDD) en concertation avec l'ensemble des parties prenantes. Un comité de pilotage de haut niveau veille à la coordination de sa mise en œuvre et à la mobilisation de l'ensemble des ministères et des acteurs de la société française. Cette feuille de route doit faire appel à une revue des politiques publiques au regard des ODD et définir des priorités d'action pour la France. Elle a été élaborée autour de quatre axes : une vision à horizon 2030, une approche par ODD, la mobilisation des acteurs, le suivi et la mise en œuvre.

4

AXES PRIORITAIRES :

- une vision à horizon 2030,
- une approche par ODD,
- la mobilisation des acteurs,
- le suivi et la mise en œuvre.

Les enjeux pour les entreprises

C'est la première fois dans un agenda des Nations Unies que la participation et l'implication du secteur privé est souhaitée et encouragée. L'ensemble des acteurs et donc les entreprises donnent ainsi du sens, ensemble, à des objectifs partagés. Les ODD sont la grammaire commune qui permet aux parties prenantes de mieux dialoguer. L'atteinte des ODD permettra d'améliorer l'environnement des entreprises, leur

offrant un cadre plus stable où prospérer et grandir. Il est donc dans l'intérêt stratégique des entreprises d'y contribuer dès aujourd'hui. En outre, les ODD peuvent redéfinir en profondeur la stratégie de l'entreprise avec une vision à plus long terme, ce qui n'est pas sans lien avec la question de sa raison d'être ou de sa mission.

OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES PERMISES PAR L'ATTEINTE DES ODD

(4 secteurs majeurs*)

12 000 milliards \$
de nouvelles opportunités économiques par an d'ici 2030

380 millions
= Nombre d'emplois créés au total d'ici 2030

+ 11 à 26 %
= Hausse du PIB mondial en atteignant uniquement l'ODD 5 (Source : McKinsey Global Institute)

RÉALISATION DES ODD

4 110

Jours restants pour répondre au défi des ODD d'ici à septembre 2030

5 000 à 7 000 milliards \$
= d'investissements nécessaires à la réalisation de l'Agenda 2030 (Source : UNEP-FI)

* D'après l'étude Better Business, Better World menée par la Business & Sustainable Development Commission, une commission lancée à Davos début 2016, composée de 37 membres issus du : secteur privé (Unilever, Alibaba, etc.), de la finance, de la société civile (Fondation des Nations Unies, Fondation Bill & Melinda Gates, etc.), syndicats, organisations internationales. Quatre systèmes économiques ont été examinés dans cette étude (agro-alimentaire, urbanisme, énergie et matériaux, santé et bien-être), représentant 60% de l'économie réelle.

Résumé

→ **95% des répondants à l'enquête déclarent connaître les ODD.** Ce résultat positif ne saurait cependant refléter la situation de l'ensemble du tissu économique français, les répondants étant des membres du Global Compact France, ayant déjà un engagement en matière de RSE.

→ **La connaissance des ODD s'est d'abord faite dans les grandes entreprises et s'étend maintenant aux TPE/PME.**

→ **Les dirigeants de TPE/PME apparaissent comme très engagés** ; en effet, dans 60% des TPE/PME, la conviction du dirigeant est un facteur d'engagement.

→ **De par ses efforts de sensibilisation, le Global Compact France oeuvre à une meilleure connaissance et compréhension des ODD.** Les membres les plus anciens connaissent les ODD depuis plus longtemps que les nouveaux. Le Global Compact est également moteur de l'engagement : pour 75% des répondants, être membre du Global Compact participe à la décision de s'engager.

→ **Pour plus de 80% des entreprises, les ODD permettent de redynamiser et d'apporter du sens à la démarche RSE.**

→ **Le manque de relais par les grands donneurs d'ordres est encore un frein à une appropriation plus approfondie des ODD.** Plus de 70% des entreprises n'ont pas transformé leur modèle d'affaire à l'aune des ODD et n'ont pas prévu de le faire à court terme, n'y voyant pas un avantage concurrentiel.

→ **Pour aller plus loin, près de 70% des entreprises demandent des outils de mise en oeuvre, d'évaluation ou de reporting.**

95%
des répondants à
l'enquête déclarent
connaître les ODD

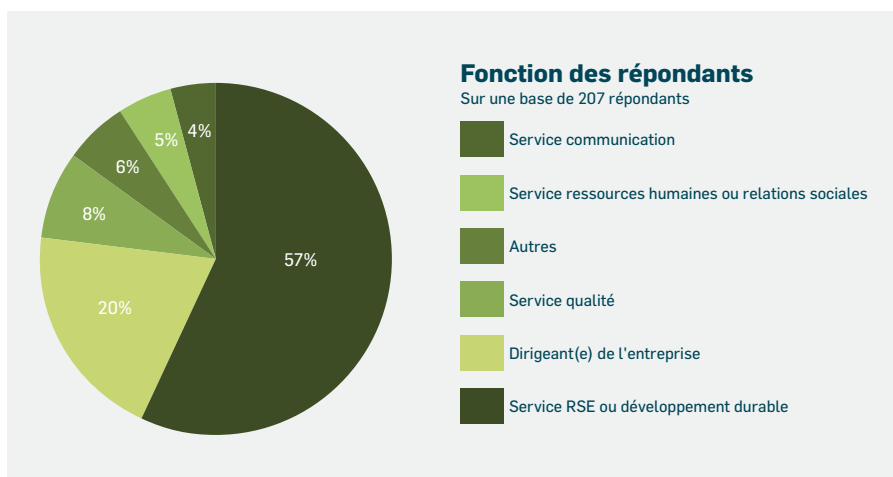
Pour plus de
80%
des entreprises
répondantes, les
ODD permettent de
redynamiser et de
donner du sens à la
démarche RSE

70%
des entreprises
demandent des
outils de mise en
oeuvre, d'évaluation
ou de reporting.

Des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs

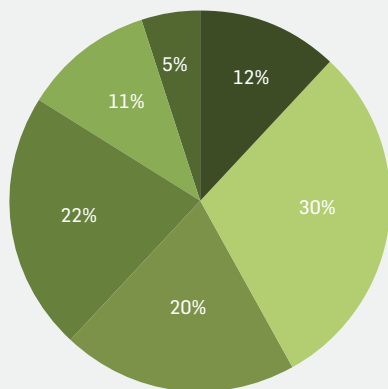
Cette enquête présente les résultats d'un questionnaire administré début 2019 auprès de 1 000 entreprises membres du Global Compact France. 207 d'entre elles y ont répondu. Les répondants ont un engagement prononcé en matière de RSE. On observe un équilibre entre les répondants issus de TPE/PME et d'ETI/Grandes Entreprises. 50% des répondants sont des TPE/PME et 50% ont plus de 5 000 salariés (ETI/Grandes Entreprises). Ces résultats sont similaires à la répartition des membres du Global Compact France. Plus de deux tiers des entreprises sondées proviennent du secteur tertiaire, un tiers du secteur secondaire. Deux entreprises sur cinq sont situées en régions, hors Île-de-France, illustrant l'intérêt de l'ensemble du tissu économique pour les ODD. Enfin, un répondant sur cinq est un dirigeant d'entreprise, démontrant ainsi un haut niveau d'engagement sur les sujets abordés dans l'étude.

207
entreprises
membres
de Global
Compact
France



Une surprenante connaissance des ODD

Depuis quand connaissez-vous les ODD ?



Sur une base de 207 répondants

- Sans réponse
- Moins d'un an
- Un à deux ans
- Deux ans et plus
- Depuis leur lancement en septembre 2015
- Avant leur lancement en septembre 2015

95% des répondants connaissent les ODD. La majorité déclare les connaître depuis deux ans ou plus (62% des entreprises). 20% les connaissent depuis au moins deux ans et un tiers depuis moins de deux ans. Les ODD ont été adoptés fin 2015, au même moment que l'Accord de Paris sur le Climat issu de la COP21. Ils ont de fait été appréhendés par les entreprises quelques temps plus tard. La diffusion des ODD a commencé par les grandes entreprises. En effet, parmi les organisations de plus de 5 000 personnes, 90%

déclarent les connaître depuis deux ans ou plus. La connaissance des ODD pour les PME/ETI s'est faite plus progressivement. Les membres les plus anciens du Global Compact connaissent les ODD depuis plus longtemps que les nouveaux membres, démontrant un lien entre l'adhésion des entreprises au Global Compact et la connaissance des ODD : 86% des entreprises ayant adhéré au Global Compact avant 2010 déclarent les connaître depuis au moins deux ans.

Les ODD, source d'innovation RSE et de dialogue sociétal

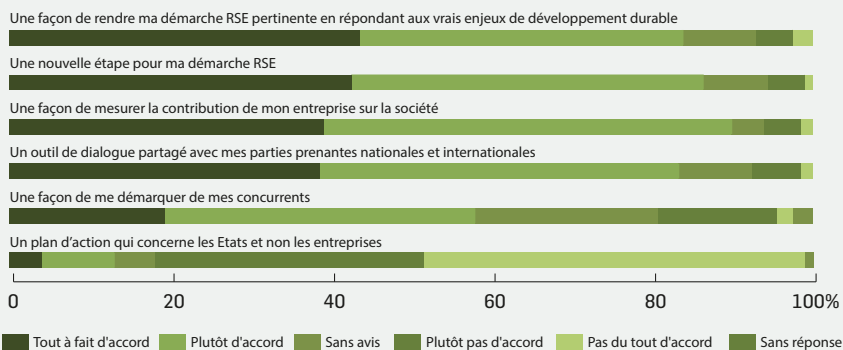
Peu d'entreprises interrogées estiment que les ODD concernent avant tout les États et non les entreprises, démontrant une bonne appropriation du sujet par le secteur privé. Cela rejoint la déclaration du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres au Forum économique de Davos en 2017 :

"Il est crucial de renforcer une nouvelle génération de partenariats, non seulement avec les gouvernements, la société civile et le milieu universitaire, mais également avec le secteur privé, dans le contexte de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) [...] Sans le secteur privé, nous n'aurons pas l'innovation nécessaire, nous n'aurons pas la capacité nécessaire pour découvrir de nouveaux marchés, de nouveaux produits, de nouveaux services, et pour pouvoir développer de nouveaux secteurs dans l'économie."

Les entreprises perçoivent les ODD comme un nouveau cadre pour le Développement Durable. Ceux-ci leur permettent avant tout de :

- Redynamiser et rendre pertinente leur démarche RSE,
- Mesurer leur contribution à des enjeux de société,
- Bénéficier d'un outil de dialogue commun avec diverses parties prenantes externes nationales et internationales.

Selon vous, les ODD sont ... ? Sur une base de 197 répondants



QUI SONT LES ENTREPRISES ?

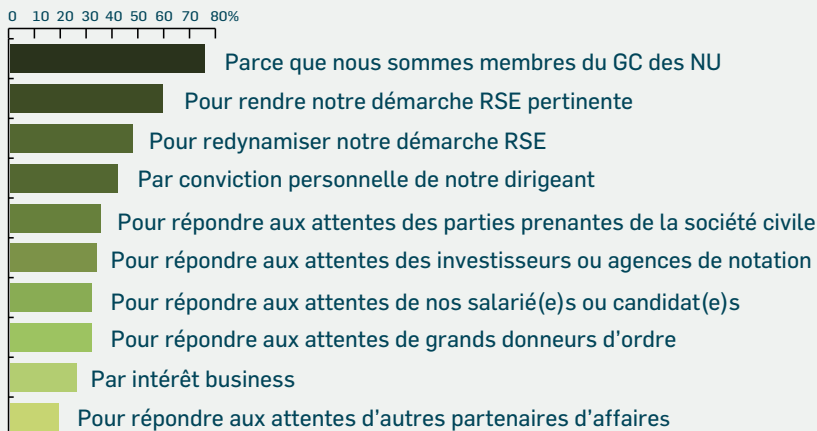
Les raisons de leur engagement

75% des entreprises s'engagent en premier lieu parce qu'elles sont membres du Global Compact France. Plus de 50% d'entre elles le font pour apporter de la pertinence à la démarche RSE ou la redynamiser. La conviction personnelle du dirigeant est une raison assez forte de l'engagement (40% des cas) ; elle est particulièrement forte pour les TPE/PME (58% des répondants). Ainsi, dans les TPE/PME, l'engagement en faveur des ODD est porté au plus haut niveau. Les ODD n'étant pas encore considérés comme un avantage

concurrentiel par les entreprises (cf. p.11), les raisons les moins fréquentes de leur engagement sont celles de l'intérêt business et les attentes des partenaires d'affaires, citées tout de même dans un quart des cas. Les entreprises n'ont pas encore transformé leurs modèles d'affaires à l'aune des ODD. Cela peut s'expliquer par l'absence de valorisation de ces démarches, par exemple dans des appels d'offres, contrats d'achats, etc. ainsi que par un manque d'attentes de la part des parties prenantes externes.

Pour quelle(s) raison(s) vous êtes-vous engagé(e) sur les ODD ?

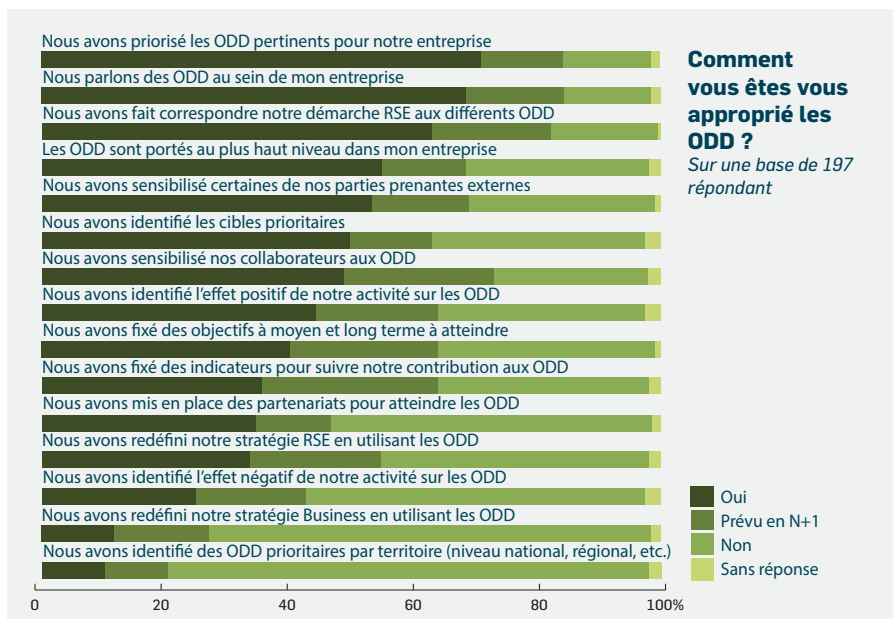
Sur une base de 195 répondants



Une appropriation progressive des ODD

Les résultats révèlent un niveau avancé dans la mise en œuvre. Plus de 80% des acteurs disent avoir priorisé les ODD pour leur entreprise ou prévoir de le faire dans l'année, et plus de 60% ont fait ou prévoient de faire l'exercice au niveau des cibles. Plus de 80% des entreprises ont fait correspondre leur démarche RSE aux ODD ou prévoient de le faire. 65% ont fixé des objectifs à moyen et long terme sur les ODD

ou prévoient de le faire ; le même nombre travaille sur des indicateurs dédiés. Les actions de sensibilisation sont nombreuses : plus de 80% des entreprises ont parlé des ODD en interne ou prévoient de le faire. Enfin, 25% des entreprises disent avoir identifié l'effet négatif de leur activité sur les ODD et 12% avoir redéfini leur stratégie business au regard des ODD.



Ces résultats positifs sont cependant peu observés dans la pratique, ce qui semble démontrer un niveau de compréhension et d'appropriation des ODD encore hétérogène.

Ceci pourrait en outre démontrer que les amalgames sont fréquents entre la RSE et les ODD. Certains écueils comme le "ODD washing" sont également à éviter [1].

◀ [1] Voir page 18.

La priorisation des ODD au sein des entreprises

Les ODD les plus fréquemment cités comme prioritaires par les entreprises sont les suivants ▶

Ces ODD peuvent être considérés comme ceux pour lesquels les liens avec les activités et les impacts directs des entreprises semblent les plus simples à établir. Par ailleurs, les entreprises rapprochent certains ODD de leurs actions déjà mises en place [1].

À l'inverse, les ODD jugés les moins prioritaires par les répondants sont les suivants ▶

L'absence de priorisation de ces ODD peut s'expliquer par un lien plus difficile à établir avec les activités des entreprises, ou par une compréhension moins aboutie de ces ODD et de leurs cibles. La priorisation des ODD et de leurs cibles par les entreprises, en fonction de leur territoire d'implantation et de leurs activités, est une bonne pratique, qui permet de cibler les actions menées. Il convient au préalable d'avoir une vision holistique des 17 objectifs, en effectuant une analyse des impacts potentiellement positifs et négatifs, directs et indirects, de l'entreprise sur les ODD et les cibles.

[1] Par exemple, santé au travail rapprochée de l'ODD 3, ou actions en faveur de l'égalité femmes-hommes rapprochées de l'ODD 5.

**ODD PRIORITAIRES :
du plus important au
moins important**

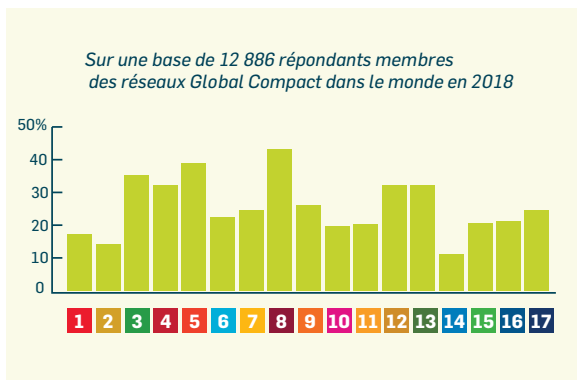


**ODD MOINS
PRIORITAIRES :
du moins important au
plus important**



Contribution déclarée des membres de Global Compact dans le monde

Depuis fin 2016, les entreprises membres du Global Compact renseignent, au moment de la publication de leur reporting extra-financier (Communication sur les Progrès - COP), les ODD auxquels elles contribuent. Les données suivantes sont issues de ces déclarations (en %) au Global Compact des Nations Unies.



Au niveau mondial, les entreprises membres du Global Compact déclarent dans leurs COP, les ODD suivants comme prioritaires :

du plus important au moins important ▶



A l'inverse, les ODD jugés les moins prioritaires par les entreprises ayant renseigné cette information au Global Compact au niveau mondial sont les suivants :

du moins important au plus important ▶



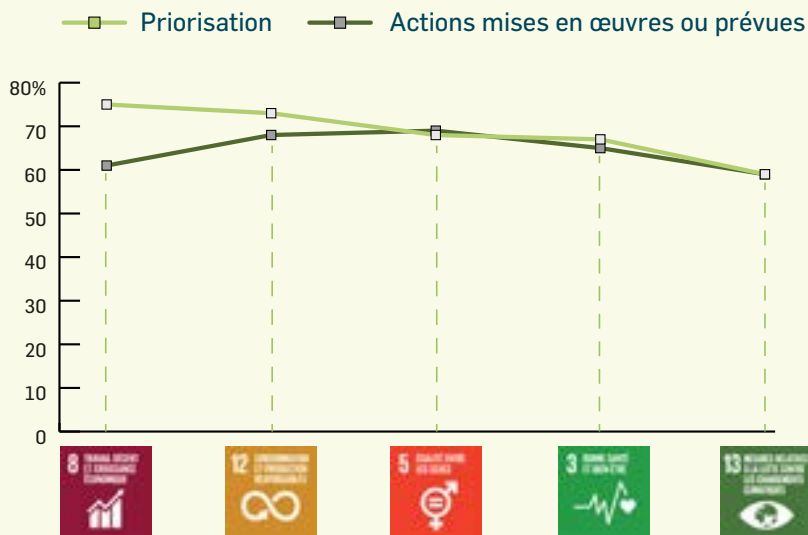
Nous observons donc des résultats à l'international plutôt cohérents avec ceux de l'étude [1].

[1] Voir page 14.

Une cohérence dans les actions

ODD les plus prioritaires : lien entre priorisation et action

(Sur une base de 197 répondants)



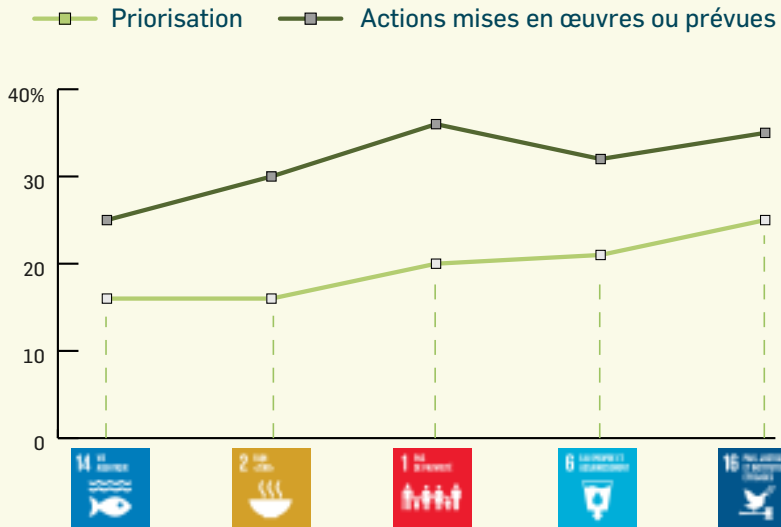
Les actions sur les ODD sont mises en oeuvre, en particulier sur les ODD considérés comme prioritaires. Il y a donc une cohérence entre les enjeux considérés

comme prioritaires et la mise en place d'actions. Ainsi, sur les 5 ODD prioritaires, des actions sont mises en oeuvre ou prévues pour plus de 60% des répondants.



ODD les moins prioritaires : lien entre priorisation et action

(Sur une base de 197 répondants)



Les ODD considérés comme moins prioritaires sont moins suivis d'actions que les autres. Néanmoins, l'absence de priorisation n'empêche pas l'action. On note en effet que la part des entreprises déclarant avoir mis en place ou prévoir des actions sur les ODD 14, 2, 1, 6 et 16 est supérieure

à la part de celles qui les considèrent prioritaires. Des ODD jugés comme non prioritaires peuvent donc être pris en compte par les entreprises qui exercent leur vigilance sur ces sujets. Occulter ces enjeux pourraient avoir des effets négatifs.

Quelques bonnes pratiques à adopter

1. Bien comprendre les ODD

- Lire les titres des ODD dans leur intégralité
 - Prendre connaissance de l'ensemble des 169 cibles des ODD
 - Étudier les interconnexions entre ODD
-

2. Identifier sa contribution aux ODD

- S'interroger sur les impacts positifs et négatifs de l'activité de son entreprise sur les ODD
 - Identifier les ODD pour lesquels les impacts positifs ou négatifs du cœur de métier sont les plus importants et les prioriser au regard de la stratégie. Une identification moins approfondie des ODD est appelée "Cherry Picking"
-

3. Renforcer sa contribution aux ODD

- Mobiliser et coordonner l'ensemble des services de l'entreprise sur cet agenda et rompre la solitude du service développement durable pour éviter une approche "en silos"
- Montrer la contribution de l'entreprise aux ODD, par des actions concrètes mesurables avec des indicateurs pertinents pour éviter l'"ODD washing"

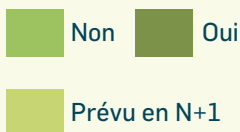
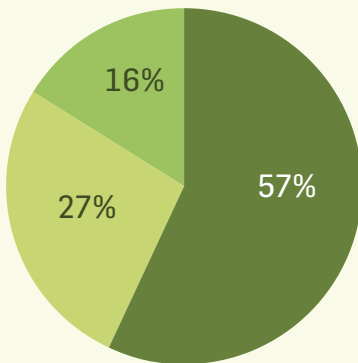


Communiquer autour des ODD

84% des entreprises font preuve d'une volonté de communication autour des ODD, déclarant les inclure dans leur communication externe et/ou interne ou vouloir le faire dans l'année à venir.

Utilisez-vous les ODD dans votre communication externe et/ou interne ?

(Sur une base de 197 répondants)



Témoignages

"Les ODD représentent pour nous une grille de lecture importante qui a confirmé la pertinence de notre stratégie

RSE à long terme."

Sébastien Mandron, Directeur RSE et Directeur Immobilier, Worldline

"Les ODD sont une façon de rassembler et dynamiser les acteurs internes de l'entreprise."

Ghislaine Aumeras Broch, Global Projects Director - CSR, Stéarinerie Dubois & Fils

"Les ODD me permettent de restituer à mes parties prenantes un discours simple, vulgarisé, et non un discours d'expert."

Lionel Bourceret, Directeur de la Qualité, Aubay

Bonnes pratiques de communication



Le groupe TF1 a sensibilisé l'ensemble de ses collaborateurs aux ODD, y compris les membres du Comex appelés à s'exprimer sur ceux qu'ils considèrent comme essentiels.



RTE, Gestionnaire du réseau de transport d'électricité, a sensibilisé ses salariés sur sa démarche RSE et les ODD au travers d'un e-learning suivi par près de 60% d'entre eux en 2018.



GSE, Contractant global en immobilier d'entreprise, ETI basée à Avignon, a sensibilisé ses commerciaux à la RSE et aux ODD comme avantage concurrentiel lors d'un séminaire annuel.



Total a identifié les ODD sur lesquels il a un impact le plus direct et prépare une campagne de communication pour les faire connaître en interne.



AG2R-La Mondiale, Groupe de protection sociale, a présenté les enjeux des ODD aux branches professionnelles (ex: boulangerie, agro-alimentaire, nettoyage, etc.) lors d'une matinée thématique.



Le Groupe VYV, « Groupe de protection sociale, mutualiste et solidaire », réalise chaque mois une campagne de sensibilisation à destination de ses collaborateurs et sur les réseaux sociaux avec LE TEMPS PRESSE organisateur d'un festival de courts métrages : « 1 mois, 1 ODD, 1 court métrage ».

Recommandations et outils

1.

Réaliser une table de concordance ...

en fin de reporting reliant les chapitres du Rapport RSE/COP/ Document de Référence aux cibles des ODD, principes du Global Compact, ISO 26 000, indicateurs GRI, etc...

2.

Faire figurer les pictogrammes des ODD dans son rapport

3.

Faire figurer les cibles des ODD dans son reporting



Quelques outils utiles

Plateforme Global Impact+ pour publier ses bonnes pratiques ODD

actions.globalcompact-france.org

Boîte à outils du CGDD

Pin's ODD

Cubes ODD

Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD)

MOOC de l'UVED

Sullitest

Escape game en libre accès



Pour en savoir plus, rendez-vous sur globalcompact-france.org

Les ODD au cœur de la stratégie business



Pour **A.P. Moller - Maersk**, armateur danois, la stratégie RSE est en lien direct avec la stratégie business avec une analyse des externalités (positives et négatives) des cibles des ODD et des sujets matériels (Changement climatique, responsabilité fiscale, etc.).

Source : *Sustainability report 2018*.



Pernod Ricard, numéro 2 mondial des vins et des spiritueux, a lancé en avril 2019 et par la voix de son PDG sa nouvelle stratégie RSE « *Good times from a good place* ». Celle-ci a pour but de transformer et d'intégrer la durabilité au cœur du modèle économique du groupe et est composée de 4 piliers alignés à 8 ODD : Préserver nos terroirs (ODD 13 & 15), valoriser l'humain (ODD 5 & 8), produire circulaire (ODD 12 & 14), être responsable (ODD 3 & 17).

Source : *Site internet Pernod Ricard*.



En ligne avec sa stratégie globale *One Planet One Health*, **Danone**, groupe agro-alimentaire leader a défini des Objectifs 2030, traduisant à la fois "la raison d'être de l'entreprise, son modèle de marque et la place qu'elle accorde à la confiance dans ses relations avec toutes ses parties prenantes". Ils sont reliés aux ODD.

Source : *Site internet Danone*.

Les ODD comme socle de la gouvernance



Groupe français de spiritueux, **Rémy Cointreau** a réalisé une analyse de matérialité intégrant les ODD. 10 d'entre eux ont été identifiés comme pertinents avec un objectif spécifique défini. 5 ODD seront pour leur part associés à la rémunération variable des membres du COMEX.

Source : Rapport RSE 2017-2018.



QUE FONT-ELLES ? SUR LE TERRAIN



Groupe mondial qui conçoit et déploie des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, **Veolia** a présenté sa Raison d'Être intégrant les ODD lors de son Assemblée Générale 2019. Extrait du premier paragraphe : *"La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de "Ressourcer le monde", en exerçant son métier de services à l'environnement."*

Source : Notre Raison d'Être, Veolia, avril 2019.



Icom Communication, agence de communication responsable basée à Toulouse, intègre les ODD au plus haut niveau via la voix de son PDG. La PME a également développé une méthode consistant à instruire les projets au travers d'une grille d'analyse portant notamment sur la contribution aux ODD. Son objet social à vocation RSE a été défini en AG en juin 2018 et un Conseil des parties prenantes a été créé en 2016 pour challenger ses pratiques.

Source : Rapport Développement Durable 2017.



PME de transport léger dédié, implantée sur tout le territoire national dont le siège social est en Isère, **Cetup** a mis en place un management par les valeurs, avec la « norme BSH », pour Bon Sens Humain. Leur flotte est constituée de véhicules électriques, électriques à pile hydrogène, bioéthanol et Euro 6 pour les thermiques. En matière d'ODD, les salariés ont travaillé à leur mise en parallèle avec les actions RSE, en y associant des actions et indicateurs. Ils ont enfin été affichés sous forme de fresque sur l'un des murs de l'entreprise.

Source : COP 2017.

Assurer sa pérennité économique, transformer son modèle d'affaire



PME de chaudronnerie basée dans l'Ariège, **SAVCO** détaille annuellement ses actions RSE et ses impacts sur les 17 ODD. Lors de sa reprise en 2009 et face à une concurrence à bas-coût, son PDG a, plutôt que de délocaliser, procédé à des investissements industriels puis initié une démarche RSE en rejoignant le Global Compact, ce qui a contribué à assurer sa pérennité économique.



PME de PACA, **Resistex** est spécialisée dans les solutions pour éclairage bâtiments. Suite à des démarches environnementales fortes et en remplaçant "l'Humain au cœur", les résultats économiques de la PME ont augmenté : CA: + 31%, résultat net : + 407%, intéressement distribué à chaque salarié : + 316%.

Source : Rapport Développement Durable 2018.



École de management formant près de 4 000 étudiants chaque année, l'**EM Normandie** a organisé le concours «Manager Responsable», pour sensibiliser les managers de demain aux ODD et à leur intégration par les entreprises. Par équipe, ils ont ainsi analysé leurs pratiques autour des ODD et proposé des recommandations d'action.

Renouveler sa stratégie RSE grâce aux ODD



Elior Group, un des leaders mondiaux de la restauration collective, de concession et des services, a lancé fin 2016 sa stratégie baptisée « *Elior Group Positive Foodprint Plan* ». Elle intègre quatre ODD [3, 2, 12 et 8] pour lesquels le groupe peut avoir le plus d'effets d'ici 2025 et vise à laisser une empreinte alimentaire positive du champ à la fourchette, en lien avec toutes ses parties prenantes.



Lors de la redéfinition de sa feuille de route 2017-2021, **Suez**, groupe français de gestion de l'eau et des déchets, a distingué, 3 niveaux de contribution aux ODD (en lien avec leurs 169 cibles) :

→ **Être moteur** : cibles ODD en lien avec ses activités cœurs de métier

→ **Être engagé** : cibles ODD pour lesquelles il saisit des opportunités en matière d'innovation sociale ou de nouveaux services

→ **Être vigilant** : cibles ODD nécessitant une vigilance sur sa chaîne de valeur.

Les ODD, source d'innovation



Spécialisée dans les objets promotionnels, **Anaïk**, PME nordiste, a développé un outil pour répondre aux enjeux de devoir de vigilance. Il permet une traçabilité des lots de l'usine au consommateur et contribue ainsi aux ODD (notamment 8, 10 et 12).

Source : COP 2017.



BNP PARIBAS

Groupe bancaire français, **BNP Paribas** a structuré sa démarche autour de 4 piliers et 12 engagements en ligne avec les ODD. Le groupe développe de nouveaux produits et services favorisant leur atteinte. Ainsi, une part de 16,5% de crédits a été accordée à des entreprises ayant directement contribué à l'atteinte des ODD en 2017.

Source : group.bnpparibas/



Entreprise spécialisée en services de ressources humaines et travail temporaire, le **Groupe Abalone** s'inspire des ODD pour réfléchir à de nouvelles manières d'élaborer ses bonnes pratiques RSE. Citons ainsi l'Abalone Mobile, voiture bureau équipée de panneaux solaires et éoliennes, sillonnant les villes à la rencontre de candidats.

Source : COP 218

Partenariat pour la réalisation des ODD



PME spécialisée dans les textiles techniques pour vêtements de travail, **TDV Industries** a contribué à la création de la labellisation filière coton équitable en partenariat avec l'association Max Havelaar France. Cette filière coton biologique et équitable permet une traçabilité depuis la culture de la fibre de coton jusqu'à sa transformation en tissus autour de nombreux enjeux sociaux et environnementaux.



PME de 48 salariés, **ODIAL SOLUTIONS** fournit depuis 40 ans des solutions d'approvisionnement en eau potable pour l'Afrique Subsaharienne. Plus de 50 millions de villageois africains accèdent aujourd'hui à l'eau potable (ODD « Eau propre et Assainissement », ODD 6) via des produits et services mis en place par ODIAL SOLUTIONS en partenariat (« Partenariats pour la réalisation des objectifs », ODD 17) avec 35 PME africaines.

Mesurer sa contribution aux ODD



Schneider Electric, spécialiste mondial de la gestion de l'énergie et des automatismes a relié ses cinq enjeux clés pour le développement durable (Climat, Économie circulaire, Éthique, Santé et équité, Développement) aux 17 ODD. Le groupe a également développé un plan de transformation et outil de pilotage du développement durable 2018-2020 appelé Schneider Sustainability Impact. Cet outil mesure comment le groupe contribue concrètement aux ODD à travers ses plans d'action. Il se compose de 21 indicateurs mesurés chaque trimestre et évolue en permanence.

Source : www.schneider-electric.com



Acteur majeur de la chimie mondiale, **Arkema** a mis en correspondance sa stratégie RSE avec trois niveaux de contributions aux ODD et leurs cibles : niveau stratégique (au travers d'objectifs ou de programmes stratégiques), niveau direct (résultat d'actions volontaires) et niveau indirect (induit par l'activité du groupe).

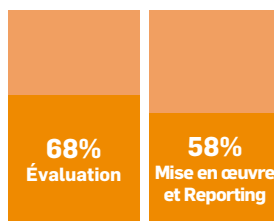
Source : Document de Référence 2018.

Besoin d'outils et d'accompagnement

Afin de s'approprier davantage les ODD et de les intégrer à leur démarche RSE, les entreprises déclarent avoir deux principaux besoins :

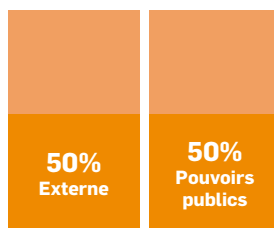
1. Des outils

En premier lieu, d'outils, que ce soient des outils d'évaluation de l'effet de leurs actions sur les ODD (68%), des outils de mise en œuvre des ODD (58%), ou des outils de reporting (58%).



2. De la sensibilisation

En deuxième lieu, elles sont demandeuses d'un intérêt et d'un engagement accru de leurs parties prenantes, qui seraient notamment une incitation à adopter une approche plus approfondie des ODD. Les entreprises déclarent avoir besoin que les parties prenantes externes (eg. clients, fournisseurs, donneurs d'ordres) soient davantage sensibilisées aux ODD (50%) et que les pouvoirs publics se saisissent davantage des ODD (50%).



Conseils pratiques pour avancer



Comment se saisir des ODD ?

Au Global Compact, nous proposons une démarche en plusieurs étapes :

1. Les 10 principes restent le socle premier de l'engagement des entreprises. Le respect de ces principes met l'entreprise en posture de contribution aux ODD.
2. L'entreprise doit prendre connaissance des 17 Objectifs de Développement Durable et des 169 cibles.
3. Pour chacun des 17 ODD, il faut identifier l'impact négatif que peut avoir son activité en ayant une attention particulière pour les atteintes aux Droits Humains. Il faut également prendre en compte les risques indirects. Dans cette démarche il est nécessaire d'impliquer les parties prenantes de l'entreprise.
4. Pour chacun des ODD, il s'agit de s'interroger sur les opportunités business, en termes de produits, de services ou d'investissements.

Le conseil du Global Compact France

Cette identification des risques et des opportunités peut être faite au travers de la chaîne de valeur de l'entreprise. C'est à travers l'évaluation des risques les plus forts et des opportunités les plus importantes que l'entreprise priorise ses ODD et les lie à sa stratégie. Il est nécessaire avant de prioriser d'avoir une vision holistique des 17 ODD. Il est important également de refaire cette analyse régulièrement car les risques et opportunités peuvent évoluer et amener l'entreprise à identifier de nouveaux ODD prioritaires.

Le Global Compact peut vous accompagner dans cette démarche, avec le soutien d'outils (SDG Compass, intégrer les ODD au sein de votre reporting...), de formation (Académie du Global Compact) ou encore avec **l'organisation d'échanges de bonnes pratiques** dans votre réseau français.

Un écosystème dynamique autour des ODD

De nombreux acteurs se sont emparés des ODD, notamment en contribuant à la rédaction de la feuille de route nationale française.

Tous ont la volonté de mettre en oeuvre l'Agenda 2030. Un grand nombre de ces acteurs sont mentionnés ici. Cette liste n'est pas exhaustive. L'acteur majeur est le **Commissariat général au Développement Durable** ; sur son site, de nombreux outils de sensibilisation aux ODD sont disponibles: agenda-2030.fr. D'autres institutions étatiques sont impliquées dans l'Agenda 2030 comme Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, l'Assemblée Nationale, le Sénat, la Direction Générale du Trésor, la Commission Consultative Nationale des Droits de l'Homme, l'Ademe et les agences de l'INSEE et du CNIS (Conseil National de l'Information Statistique).

Les partenaires sociaux et associations professionnelles

Syndicats : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT
Représentants employeurs: MEDEF, CPME, U2P, AFEP

Les acteurs du commerce équitable :

Commerce équitable France
Max Havelaar France

Les instituts de recherche, réseaux universitaires & think tanks :

Audencia Business School
Conférence des Grandes Écoles
EM Normandie
Fondafip
FIR, (Forum pour l'Investissement Responsable)
IRD (Institut de Recherche pour le Développement)
IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales)
Kedge Business School
Université Paris Dauphine
SDSN (Sustainable Development Solutions Network)



Les ONG & associations :

Action contre la faim
Aide et Action
Alliances Sciences Sociétés
APF France handicap
Association 4D
ATD Quart-Monde
Cap Solidarités
CIRAD (Centre de Coopération
Internationale en Recherche
Agronomique pour le Développement)
Cités Unies de France
Comité 21
Coordination Sud
FNE (France Nature Environnement)
La Fonda
GERES (Groupe Energies Renouvelables,
Environnement et Solidarités)
GRET (Groupe de Recherche et d'Echange
Technologique)
ICSU (International Council for Science)
Jeune Chambre Economique
Kurioz
La Ligue des Droits de l'Homme
Le mouvement associatif
Notre affaire à tous
Partenariat français pour l'eau
Plan International
REUNIFEDD (Réseau Universitaire
pour la Formation et l'Education à un
Développement Durable)
RSE & PED
Scouts de France

Les collectivités :

Régions de France, Région Nouvelle
Aquitaine, Région Bourgogne-Franche-
Comté, Ville de Niort, Ville de Perpignan,
Ville de Strasbourg, Département de
l'Aude, Département de la Gironde

Les entités Onusiennes :

« *UNICEF est fortement engagée
afin d'aider les États mais aussi les
entreprises à réaliser l'Agenda 2030
et pour une meilleure prise en compte
de leurs impacts vis-à-vis des enfants
et des jeunes. Dès lors, l'engagement
des entreprises vis-à-vis des enfants et
des adolescents s'avère essentiel. Ces
générations futures sont les employés,
les clients, ou encore les dirigeants de
demain.* »

ONU Environnement
ONU Femmes
UNFCC
etc ...

Et bien sûr,
le **Global Compact France**.

Suite des événements et perspectives

Depuis leur adoption en septembre 2015, l'ensemble des acteurs se saisissent des ODD, à l'instar des instances internationales comme l'OCDE, la Banque Mondiale, la Commission européenne, l'OMC ou le FMI.

Sur l'échiquier international, de nombreux pays ont intégré les ODD à leur agenda politique. Nous sommes convaincus que les ODD deviendront la « *licence to operate* » pour les entreprises dans des pays de plus en plus nombreux. La mesure de la contribution du secteur privé aux ODD sera donc primordiale : une réflexion sur les indicateurs d'actions et d'impacts est en cours, rejoignant le besoin d'outils d'évaluation d'impact exprimé dans cette étude. On retrouve ce même besoin de "métrique ODD" au sein de l'ISR (Investissement Socialement Responsable) mais aussi des investisseurs traditionnels. Le mouvement semble prendre de l'ampleur, toutefois nous sommes conscients que les PME et

TPE de nos territoires doivent recevoir une attention particulière. Nous allons donc construire un outil permettant à un·e dirigeant·e d'entreprise de reconnaître les actions ODD, puis de comprendre celles qu'il·elle devra développer. Au delà de la question des outils, les fédérations professionnelles pourraient jouer un rôle dans la promotion des ODD auprès de leur membres.

Le Global Compact France s'attachera à inscrire les entreprises dans ce mouvement et leur fournir les outils leur permettant de saisir les opportunités business liés aux ODD et de construire un monde plus durable.

REMERCIEMENTS



Nous remercions chaleureusement nos entreprises membres ayant répondu à cette enquête d'envergure sur la mise en œuvre des ODD par le secteur privé français, et l'ensemble de nos membres qui contribuent à l'avancée des ODD en France et dans le monde.

Comité de rédaction :

Global Compact France :

Charlotte Beauté, Florian Burel, Morgane Graffion, Fella Imalhayene, Anthony Ratier, Anne-Sophie Six.

PwC France :

Emilie Bobin, Maria Caterina Migliorero, Aurélie Verronneau.

Date de publication :

25 juin 2019

Le département Développement Durable de PwC :

En France, le département Développement Durable de PwC compte près de 45 collaborateurs dédiés. Fondé en 1993 et acteur de référence en France, ce département dispose d'une expérience de la plupart des secteurs d'activité, ce qui lui permet d'offrir à ses clients, entreprises et investisseurs, une vision stratégique et opérationnelle des meilleures pratiques.



À PROPOS DU GLOBAL COMPACT FRANCE



Global Compact Réseau France

Créé en 2000, le Global Compact des Nations Unies est un mouvement d'entreprises engagées en faveur du développement durable et de la responsabilité sociétale des entreprises. Ses membres sont tenus de respecter et d'intégrer dix principes universellement reconnus.

Acteur de référence pour les entreprises dans le système onusien, le Global Compact a été naturellement mandaté par l'ONU pour traduire ces ODD en "langage business", appuyer les entreprises en termes de sensibilisation et de compréhension des ODD et les accompagner dans leur démarche de progrès en valorisant les meilleures pratiques, tant au niveau du siège de New-York que des 76 réseaux locaux dans le monde. Cette enquête s'inscrit dans cette optique.

Le Global Compact France, réunit plus de 1 000 entreprises, dont une moitié de PME, et offre à toutes un lieu d'échanges stimulants pour initier, développer et partager leur démarche de RSE.

Les 10 principes du Global Compact demeurent le socle d'action de toute entreprise membre et constituent un préalable à une action cohérente en faveur des ODD.

Créé en
2 000

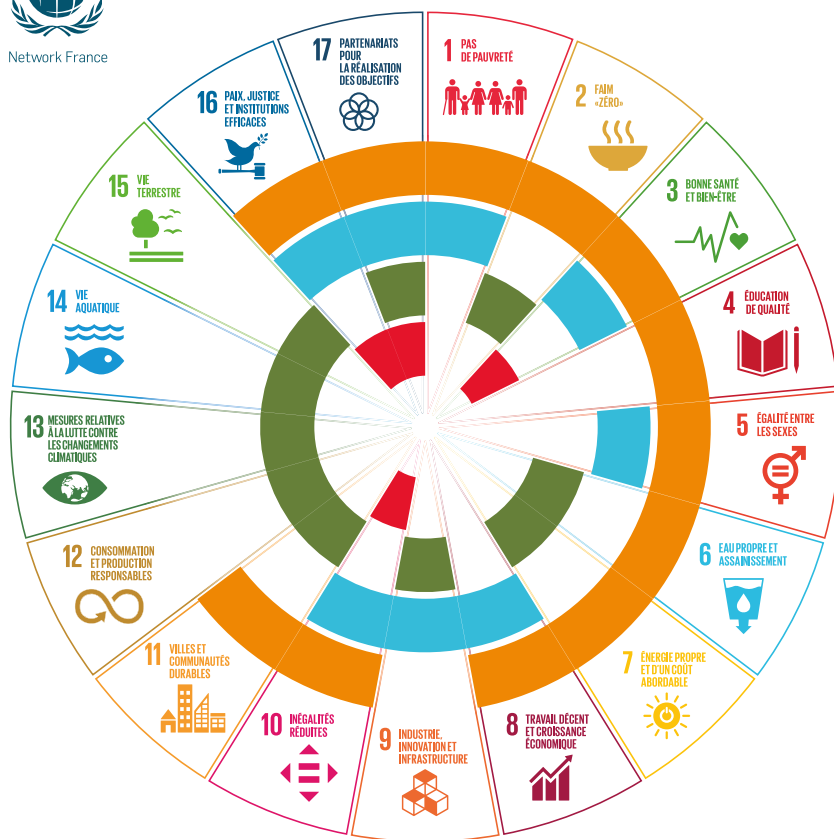
Plus de
1 000
entreprises

10
principes

des **10 PRINCIPES** du Global Compact aux **17 OBJECTIFS** de Développement Durable des Nations Unies



Network France



10 PRINCIPES	17 OBJECTIFS	10 PRINCIPES	17 OBJECTIFS
DROTS DE L'HOMME	NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL	ENVIRONNEMENT	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



Global Compact

Réseau France

📍 1, rue du Louvre 75001 Paris - ☎ +33 (0)1 80 48 90 70

✉ contact@globalcompact-france.org - 🌐 www.globalcompact-france.org

🐦 <https://twitter.com/GlobalCompactFr>

🌐 <https://www.linkedin.com/company/global-compact-france>